



HAL
open science

**”Ville et Covid. Un mariage de raisons” - Guy Burgel
(dir.)**

Sylvain Lallier

► **To cite this version:**

Sylvain Lallier. ”Ville et Covid. Un mariage de raisons” - Guy Burgel (dir.). Lectures, 2022, 10.4000/lectures.54066 . hal-03844527

HAL Id: hal-03844527

<https://hal.science/hal-03844527v1>

Submitted on 8 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Lectures

Les comptes rendus

/

2022

Guy Burgel (dir.), *Ville et Covid. Un mariage de raisons*

SYLVAIN LALLIER

<https://doi.org/10.4000/lectures.54066>



Guy Burgel (dir.), *Ville et Covid. Un mariage de raisons*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et Sociétés », 2021, 248 p., ISBN : 978-2-8111-2865-4.

Vous pouvez commander cet ouvrage sur le site de notre partenaire Decitre

Texte intégral

- 1 Si la crise sanitaire suscite une production inégalée de chiffres et de cartes, renforçant la dimension statistique et médicale de l'épidémiologie, celle-ci ne s'y limite pourtant pas, eu égard au caractère profondément social des épidémies¹. Or, l'intrigue de cet ouvrage collectif dirigé par le géographe Guy Burgel démarre par un constat : « Les sciences sociales ont été dans cette crise bien malmenées » (p. 8). De là, son objectif est de situer la crise sanitaire par rapport aux savoirs produits par des géographes, des architectes, des urbanistes et des élus locaux, afin de l'inclure dans une problématique plus large englobant la ville et ses enjeux environnementaux, socio-économiques et politiques. En outre, l'ensemble des contributions, issues d'un numéro publié en 2020 dans la revue internationale et pluridisciplinaire *Villes en parallèle*², aborde trois axes mettant en rapport l'aménagement urbain et l'épidémie de Covid-19 : le lien social et l'habitat, les inégalités sociales de santé, l'urbanisation et la métropolisation au regard des sciences sociales et de l'action politique.
- 2 Les contributions de la première partie, en resserrant l'analyse sur le territoire national français, se concentrent sur la fabrication artisanale des masques et l'analyse multiscale de l'économie des « bouts de tissu » (p. 62), sur les rapports des citoyen-es

aux villes et à l'habitat, et sur la répartition territoriale des inégalités sociales de santé. Au fil de ces contributions, leurs auteurs illustrent l'apport des savoirs géographiques aux problématiques rencontrées durant la crise sanitaire. Mais aussi, ils soulignent que la gestion de l'épidémie met en évidence des enjeux classiques de l'aménagement des villes.

- 3 La contribution de Jean-Pierre Orfeuill, professeur à l'École d'urbanisme de Paris, montre comment la prise en charge de la pandémie interroge le processus de métropolisation entrepris depuis un quart de siècle par les politiques urbaines. En effet, lors d'une étude menée après le premier pic de l'épidémie en 2020, l'auteur observe que le taux de mortalité est en forte augmentation dans les départements les plus denses. Or, cette compacité, corrélée aux phénomènes de pauvreté et d'encombrement, se traduit notamment par des logements plus petits, plus coûteux, et par une promiscuité des habitats. Ces constatations sont confirmées par l'étude de l'équipe de Guy Burgel (Raymond Ghirardi, Maxime Schirrer, Pierre-Régis Burgel) sur le coronavirus dans le Grand Paris. La surmortalité affecte moins la ville de Paris, très dense, que les communes populaires de Seine-Saint-Denis, où l'exiguïté des logements, la cohabitation intergénérationnelle, les comorbidités et l'accès aux soins, sont des facteurs aggravants. De ce fait, si certains bénéfices de la métropolisation sont indéniables, comme la richesse produite par actif croissant selon la taille du bassin d'emploi, leur mesure économétrique met au jour une « surproductivité des métropoles » (p. 48), au bénéfice des classes moyennes et supérieures mais au détriment du reste de la population et de la diversité des aspirations de chacune.
- 4 Plus encore, la contribution des géographes Régis Darques et Julie Trottier souligne les paradoxes scientifiques et politiques du confinement à l'échelle nationale. Pour ce faire, elle met en perspective une recherche interdisciplinaire, menée en avril 2020, sur la détection des traces virales dans le réseau des eaux usées de Montpellier, permettant d'éviter des biais récurrents dans les mesures des taux d'hospitalisation, de décès ou de tests individuels. Seulement, si la stratégie de communication de l'État a été de convoquer la « science » comme source de légitimation, les deux chercheur·ses déplorent l'absence de mesures pour la détection fine de la propagation du virus au profit d'autres méthodes. En cela, cette contribution illustre, en utilisant le concept d'« épistémologie civique » proposé par la sociologue Sheila Jasanoff, comment la gestion de l'épidémie conduit à des « processus institutionnels au travers desquels une société décide de retenir certains énoncés scientifiques et d'en écarter d'autres afin d'arriver à une décision collective » (p. 17).
- 5 La seconde partie de l'ouvrage, axée sur les points de vue du monde, permet de complexifier les liens entre la gestion de l'épidémie et les politiques d'aménagement des villes. En effet, la contribution des architectes Mohammadreza, Marzieh et Raizieh Abbasi Naderpoor et Rezvan Khalvandi met en évidence les conséquences de l'aménagement de l'espace architectural de Téhéran sur les foyers d'infection. Aussi, la contribution de l'architecte Mauricio Velasco Avalos s'intéresse aux habitant·es des rues des villes du Mexique, en montrant comment la crise sanitaire invite à repenser l'exclusion sociale des sans-abris et les inégalités de santé qui en résultent. Mais encore, cette contribution invite à repenser la ville au regard des problématiques induites par les politiques urbaines et mises en lumière par la crise sanitaire.
- 6 Les études de cas de Tunis et de Singapour, deux villes aux caractéristiques distinctes par rapport à la gestion de l'épidémie, sont deux exemples saillants. En outre, la contribution de l'urbaniste Najem Dhaher problématise les liens entre les enjeux sanitaires et environnementaux et les choix d'aménagement de la ville tunisienne. L'auteur rappelle d'abord que de tels enjeux, dans un contexte où 70 % des Tunisien·nes résident en ville, n'ont jamais été considérés par les politiques urbaines. Or, en mettant en évidence la distance moyenne d'accès aux établissements hospitaliers, de même que le taux et les raisons d'insatisfaction des usager·es à l'égard du service public de santé, cette contribution souligne que les politiques d'aménagement doivent intégrer de nouvelles réflexions sur l'urbanisme en adoptant une approche socio-écologique et en y incluant les collectivités locales.

- 7 Dans la contribution du géographe Alexandre Grondeau, Singapour présente une tout autre perspective sur la gestion de l'épidémie. En effet, la ville a été désignée en 2019 première *smart cities* par le classement *Juniper Research*. Elle est notamment reconnue pour la digitalisation de ses services publics. Durant le premier pic épidémique de 2020, les usages politiques de ces technologies ont pu faciliter le traçage des citoyen-nes, ce qui a permis de suivre la propagation du virus et d'appliquer des mesures préventives. Cependant, si l'auteur souligne une « amélioration effective de l'assistance technique et technologique à la gestion urbaine, et ici sanitaire » (p. 126), il ajoute que ces technologies soulèvent le problème des atteintes à la vie privée et de leur réplication à l'échelle internationale.
- 8 La troisième partie de l'ouvrage s'intéresse aux perspectives scientifiques, politiques et éthiques afin de repenser la ville de demain. Ainsi, la contribution du philosophe Thierry Paquot met en lumière une crise du progrès urbain. Il établit entre autres une corrélation entre l'économie politique de la connaissance pharmaceutique et les politiques urbaines. En effet, sur le temps long du XX^e siècle, l'auteur souligne qu'à mesure que les antibiotiques répondent à des problématiques de santé publique, la lutte contre l'insalubrité des villes s'estompe, conduisant à séparer les enjeux de santé humaine et ceux de la santé environnementale. De là, et parce que les mégapoles sont les plus vulnérables face à l'épidémie de Covid-19, l'auteur emploie l'expression de « biorégion urbaine » pour signifier la priorité d'adopter une alternative écologique au « tout économique » (p. 163) de la métropolisation.
- 9 Ce constat est corroboré par Jean-François Serre, qui démontre que la crise sanitaire éclaire le besoin de considérer les enjeux socio-économiques dans l'aménagement des villes. En effet, l'auteur dénonce leur non-inclusion dans les projets urbains. Or, cette contribution affirme que l'« aménagement urbain » et le « soutien aux populations » (p. 176) doivent nécessairement être pensés ensembles. Pour ce faire, en mobilisant la théorie des milieux du géographe Augustin Berque et l'architecturologie de l'architecte Philippe Boudon, l'auteur souligne l'importance d'adopter une approche du renouvellement urbain qui considère l'humain dans son milieu et en interaction avec ce dernier. Ceci aurait pour conséquence d'endiguer des problématiques sanitaires et environnementales, et plus encore de répondre à la crise socio-politique des grands ensembles des périphéries des villes, circonscrits dans un entre-deux physique, socio-économique et écologique, vecteurs de conflictualités.
- 10 De manière plus exhaustive, ces contributions offrent des perspectives sur les manières de vivre en société. En effet, la synergie des crises sanitaires, environnementales et socio-économiques ouvre trois champs d'action, selon Yves Dauge et Jean-Michel Galley : la production et la diffusion des savoirs, la participation citoyenne aux décisions politiques et l'investissement dans les services publics. De même, Jean-Yves Chapuis s'interroge sur les possibilités de construire une « démocratie de l'appropriation » (p. 184). Pour finir, la contribution de Philippe Boudon interroge la division opérée entre analyses scientifiques et décisions politiques. Entre ces deux acceptions, il propose celle de « conception », c'est-à-dire la capacité à concevoir de façon critique l'aménagement des villes au regard des problématiques actuelles. En ce sens, l'auteur interroge moins la participation des scientifiques aux prises de décisions politiques que leur capacité à concevoir des alternatives aux problèmes rencontrés.
- 11 En conclusion, cet ouvrage collectif contribue à problématiser, dans un « moment critique »³ correspondant à la coalescence des crises sanitaires, environnementales et socio-économiques, les usages scientifiques, sociaux et politiques des savoirs géographiques. Plus encore, il offre différentes perspectives de recherche, non seulement sur le rôle des sciences sociales dans la prise en compte des « potentialités du présent »⁴ afin d'éclairer les enjeux actuels et à venir, mais aussi, en citant Sheila Jasanoff, sur la mise au jour des « récits, des imaginaires et des façons de connaître [...] dans un monde marqué par une forte dynamique de standardisation liée aux sciences et aux technologies »⁵.

Notes

1 Berestycki Henri, Desjardins Benoît, Heintz Bruno et Oury Jean-Marc, « Plateaus, rebounds and the effects of individual behaviours in epidemics », *Scientific Reports*, n° 11, 2021, disponible en ligne : <https://doi.org/10.1038/s41598-021-97077-x>.

2 Burgel Guy, Paré Suzanne, Serre Jean-François (dir.), « Matériaux pour la ville de demain », *Villes en parallèle*, n° 49-50, 2020, disponible en ligne : https://www.persee.fr/issue/vilpa_0242-2794_2020_num_49_1.

3 Fassin Didier (dir.), *La société qui vient*, Paris, Seuil, 2022.

4 Guegen Haud et Jeanpierre Laurent, *La perspective du possible. Comment penser ce qui peut nous arriver, et ce que nous pouvons faire*, Paris, La Découverte, 2022.

5 Jasanoff Sheila et Joly Pierre-Benoît, « Sheila Jasanoff : au-delà de la société des risques, faire science en société », *Nature Sciences Sociétés*, n° 4, 2019, p. 452, disponible en ligne : <https://doi.org/10.1051/nss/2020011>

Pour citer cet article

Référence électronique

Sylvain Lallier, « Guy Burgel (dir.), *Ville et Covid. Un mariage de raisons* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 03 février 2022, consulté le 27 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/54066> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.54066>

Rédacteur

Sylvain Lallier

Étudiant en sociologie des sciences, de la santé et de l'environnement à l'École des hautes études en sciences sociales.

Articles du même rédacteur

Amina Damerджи, Anthony Pecqueux, Matthieu Renault (dir.), « Matières vivantes », *Tracés*, n° 40, 2021 [Texte intégral]

Claudia Senik (dir.), *Sociétés en danger. Menaces et peurs, perceptions et réactions* [Texte intégral]

Cristina Lindenmeyer, Marie-Pia d'Ortho (dir.), *Santé connectée* [Texte intégral]

Droits d'auteur

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors